

# Donner toute sa portée politique au programme d'action

1) La synthèse opérée par les secteurs « entreprises » et « paysans » à partir des textes élaborés par les assemblées régionales révèle l'excellente qualité du travail fourni par ces assemblées dans des conditions souvent difficiles (manque de temps, manque d'organisation...). Ceci prouve que l'organisation nouvelle du débat à l'intérieur du parti répond parfaitement à la double nécessité qu'il ressentait d'être plus proche des préoccupations réelles des masses et de se transformer lui-même en donnant aux travailleurs de l'industrie et de la terre une responsabilité politique fondamentale. La décision de la D.P.N. de conserver ce « style de travail » pour la préparation du septième congrès nous paraît à cet égard excellente.

2) Cependant, nous voudrions attirer l'attention du parti tout entier sur la signification réelle de ce programme d'action, c'est-à-dire sur sa véritable dimension politique. Une déclaration de la D.P.N. précise à ce sujet qu'il ne s'agit pas d'établir un catalogue de revendications. Il s'agit d'élaborer, dans la perspective de transformation révolutionnaire, les mots d'ordre permettant d'unifier les luttes des travailleurs ouvriers et paysans, français et immigrés.

3) Or, à la lecture de la totalité du programme proposé, il nous semble que malgré de grandes qualités qui manifestent une avancée réelle de la réflexion de notre parti et surtout, fait nouveau, son aptitude à aborder les problèmes concrets, l'ensemble des textes manque de cohésion interne, d'un fil conducteur qui leur donne leur réelle portée politique. Le programme tel qu'il est actuellement apparaît <plus> comme une « compilation sérieuse » d'un certain nombre d'objectifs de lutte que comme un ensemble cohérent de mots d'ordre élaborés « dans une perspective de transformation révolutionnaire ».

4) Il ne suffit pas de jeter sur le papier les mots d'ordre les plus aptes à mobiliser les masses contre la bourgeoisie et l'appareil d'Etat ; encore faut-il leur donner une orientation politique globale,

correspondant à la situation politique actuelle. Ceci est d'autant plus important aujourd'hui que nous connaissons une période marquée essentiellement par l'impasse réformiste et électoraliste dans laquelle se trouve le P.C.F. et l'autonomie croissante que gagne l'expression de la gauche révolutionnaire française.

5) Cette préoccupation de donner une « orientation politique » au programme d'action était d'ailleurs partagée par la D.P.N. qui, pour fixer le cadre du débat des assemblées régionales avait élaboré, outre un canevas méthodique des problèmes à aborder, une courte contribution pour l'élaboration d'un « chapeau d'orientation politique » au programme d'action.

Le fait qu'une seule des assises régionales (région parisienne) ait apporté sa contribution à cette partie du débat n'enlève pas pour autant la nécessité absolue de donner une orientation politique claire au programme d'action, qui sans elle perdrait beaucoup de sa cohérence.

6) C'est pourquoi, nous proposons que les sections et fédérations prennent en considération le texte attribué à l'assemblée ouvrière de la région parisienne (publié en annexe), le discutent, proposent des amendements ou des contre-projets.

Nous pensons que c'est là la seule façon de progresser dans l'élaboration de notre stratégie, en donnant à nos propositions (programme d'action) une cohésion et une portée répondant aux exigences de la situation politique actuelle (chapeau d'orientation).

Claude Boutet (groupe Renault-Cléon) .  
Yves Bucas (R.A.T.P., Paris).  
P. Régnier (Hauts-de-Seine).  
Gillet (P.O.).  
G. Praxelle (chimie, Hauts-de-Seine) .